

Coup de grâce

Journal de la convergence des luttes
anticapitalistes (CLAC) • Printemps '25



QU'EST-CE QUE LE FASCISME ? ON S'EN CALICE, C'EST L'ÉTAT QU'ON VEUT BRÛLER!

Avec le retour de Trump à la Maison-Blanche, l'arrivée imminente de populistes d'extrême-droite comme Pierre Poilievre, de néolibéraux comme Carney, et les Musk, Zuck et autres technofascistes qui imposent leur idéologie, le mot «fascisme» est sur toutes les lèvres... même chez les fachos. Mais plutôt que de perdre notre temps à discuter de ce que signifie exactement «fascisme» dans les termes académiques, il faut comprendre une chose essentielle: le fascisme, c'est juste une version encore plus violente de l'État et du capitalisme. Un moyen du système de serrer la vis et de nous écraser encore plus. Tant que l'État existera, il pourra toujours basculer dans cette forme plus brutale et autoritaire.

Le fascisme exacerbe toutes les oppressions qui structurent déjà notre société. On voit bien comment la domination patriarcale, qui a enfermé les personnes ayant des utérus dans des rôles reproductifs essentiels au capitalisme, perdure aujourd'hui. Si l'on doute de la fragilité de ces avancées, il suffit de regarder comment, aux États-Unis, le droit à l'avortement s'effondre sous l'impact des juges conservateurs, ou d'entendre les menaces de Poilievre sur les droits des femmes. Ce n'est pas juste un retour en arrière, c'est une accélération brutale d'une violence déjà bien ancrée. Le fascisme ne crée pas ces violences, il les amplifie, les rend plus brutales, pour mieux nous écraser.

Fascisme, néolibéralisme, progressisme capitaliste... peu importe le nom qu'ils se donnent, c'est la même gang qui protège le même système d'exploitation et de domination. Qu'il soit dirigé par un fasciste assumé ou par un libéral qui se prétend progressiste, l'État joue toujours le même rôle: protéger les possédants en réprimant les exploité·e·s. Et ce sont toujours les mêmes qui en paient le prix: celles qu'on exploite, qu'on exclut, qu'on écrase pour que le système tourne. Les pauvres qu'on affame, les travailleur·euse·s qu'on épuise, les personnes racisé·e·s qu'on brutalise, les queers et les migrant·e·s qu'on traque, les malades qu'on abandonne dans les urgences en rupture de service. Toujours les mêmes qu'on sacrifie, toujours les mêmes qui encaissent pendant que les puissants s'en mettent plein les poches.

L'effondrement de Québec Solidaire sous le poids de petits carriéristes? Une autre preuve que compter sur le parlementarisme pour combattre le fascisme, c'est une impasse. Dès que le mouvement s'essaie au jeu électoral, le vedettariat prend le volant, et les petits chefs qui se voient déjà en premier ministre, jettent nos valeurs sur le siège arrière, au nom d'un supposé pragmatisme. Un parti qui voulait être une alternative et qui a fini comme les autres, bouffé par les logiques électorales, prêt à tout pour ramasser quelques sièges de plus. Encore un exemple que la machine électorale dévore vivante la possibilité même de changement social.

Alors non, on ne vaincra pas le fascisme en attendant qu'un politicien nous sauve ou en votant pour un moindre mal. Tant que l'État et le capitalisme existeront, le fascisme restera une menace tapie dans l'ombre. Ce n'est pas une question de mots ou de débats stériles, c'est une question de survie. La seule façon de l'arrêter, c'est de s'attaquer à sa source. C'est à nous de prendre les choses en main, de ne pas espérer un changement par les urnes, mais de nous organiser, de défendre nos communautés et de renverser leur système de merde avant qu'il ne nous écrase encore plus. Fascisme et capitalisme, deux visages du même monstre. Alors on ne négocie pas. On brûle l'État et tout ce qui appartient aux capitalistes!

À bas l'État, à bas le capital. Rien à sauver, tout à cramer!



CONTRE LE FASCISME: 10 PISTES D' ACTIONS

UNE CONTRIBUTION DE MONTRÉAL ANTIFASCISTE



Depuis sa création, le collectif Montréal Antifasciste sonne l'alarme sur la montée en influence de l'extrême droite au Québec, que ce soit sous ses formes nationale-populistes ou néofascistes. Le collectif s'est principalement employé à combattre ce phénomène par la contre-information, la mobilisation populaire et l'autodéfense communautaire.

En 2025, exception faite de formations ultra-marginales confinant au fanatisme (Parti nationaliste chrétien), l'extrême droite ne dispose pas de véhicules politiques au Québec comme c'est le cas aux États-Unis, avec le mouvement MAGA (qui a piraté le Parti républicain), ou en France, avec le Rassemblement national et le parti Reconquête. De plus, hormis des projets ethnonationalistes comme celui de Nouvelle Alliance (dont l'objectif est de noyauter les partis indépendantistes), on ne reconnaît en ce moment aucune organisation d'extrême droite structurée comme il en existe ailleurs et comme on en a connu ici même dans le passé.

On aurait pourtant tort de croire que l'extrême droite est absente du paysage politique et culturel au Québec. Au contraire, elle y a de profondes racines, qui n'ont jamais été éradiquées et qui menacent à tout moment de resurgir.

Aujourd'hui, c'est principalement dans la lutte pour l'hégémonie culturelle que l'extrême droite se manifeste, notamment dans les espaces en ligne, podcasts, et autres médias sociaux, mais aussi dans les radios parlées dites «poubelles» et le commentariat de certains médias traditionnels. Par voie de conséquence, cette influence se fait de plus en plus sentir dans la politique institutionnelle, certains éléments de discours se retrouvant dans la bouche de politiciens opportunistes, comme François Legault (Coalition Avenir Québec), dont la formation exploite les anxiétés identitaires à l'approche du prochain cycle électoral, ou Paul Saint-Pierre Plamondon (Parti Québécois), qui rivalise agressivement avec ce dernier sur le même terrain en reprenant à son compte les obsessions d'idéologues patentés comme Mathieu Bock-Côté. Quant à Éric Duhaime (Parti conservateur du Québec), il garde le cap sur son projet de

démantèlement des fonctions régaliennes et sociales de l'État (un peu sur le modèle du «Projet 2025» aux États-Unis), mais toujours en exploitant les pulsions réactionnaires de sa base.

Le dénominateur commun de tous ces politiciens est ce qu'il est désormais convenu d'appeler «l'antiwokisme», qui n'est en réalité qu'un violent ressac culturel contre les mouvements antiracistes et féministes, les mesures d'équité, d'égalité et d'inclusion et, de manière générale, la gauche sociale et les valeurs progressistes. Quoi qu'on pense de la réalité de ceux qu'on désigne comme «woke», l'antiprogressisme est un signe indéniable de l'influence de l'extrême droite sur le paysage culturel et politique québécois. Et ce ressac a des effets bien concrets. On ne doute pas, par exemple, que les discours masculinistes qui pullulent depuis plusieurs années sur des plateformes comme TikTok sont en partie responsables de la remontée de l'intolérance à l'égard du féminisme et des minorités sexuelles et de genre.

Ainsi, la montée en influence de l'extrême droite s'opère de manière diffuse, ce qui présente des défis considérables au mouvement antifasciste qui, au-delà des modes de résistance éprouvés, doit s'adapter à ces nouvelles réalités. À notre avis, la principale voie de solution consiste à élargir le domaine de la lutte antifasciste au-delà de la gauche radicale pour constituer un véritable mouvement populaire, présent et actif dans toutes les sphères de la société. Nous proposons ici quelques pistes d'action pour progresser en ce sens:

- **Appeler un chat un chat:** l'anti-progressisme ambiant, les discours de repli identitaire et la désignation de boucs émissaires (communautés migrantes, musulmanes, trans, etc.) sont autant de signes indéniables de la montée en influence de l'extrême droite, laquelle favorise par capillarité l'émergence de propositions plus violentes; toute prétention contraire relève aujourd'hui du gaslighting; il importe en revanche de rester précis et d'éviter les amalgames réducteurs, qui peuvent s'avérer contre-productifs;
- **S'informer:** se donner les moyens intellectuels de reconnaître les discours et les influenceur·euse·s qui favorisent explicitement la résurgence de l'extrême droite, mais aussi les dogwhistle et les signes plus subtils; il existe une multitude de sources pour affiner nos connaissances aussi bien que nos réflexes antifascistes;
- **Arrêter de s'obstiner avec les fachos et les antiwokes:** c'est une perte de temps complète et une dépense d'énergie qu'il vaut mieux investir dans la construction d'une résistance efficace; on ne débat pas avec le fascisme, on le combat;

- **Combattre la rhétorique de l'extrême droite et ceux qui la propagent:** idéalement, par nos propres moyens et à nos propres conditions, mais qu'on le veuille ou non, il faut mener la guerre là où elle à lieu, et cela implique d'investir les espaces médiatiques et les formes de communication où se commerce l'influence culturelle et politique; bien sûr, inventons de nouveaux moyens s'il le faut;
- **Combattre la désinformation et la propagande post-factuelle:** les mots ont un sens et le sens des mots est important; la confusion et la désagrégation du sens profitent systématiquement à l'extrême droite;
- **Faire preuve d'une vigilance accrue:** tendre l'oreille aux discours et aux manifestations publiques, bien sûr, mais aussi (pour les plus motivé·es) infiltrer les espaces numériques où convergent plus secrètement les courants d'extrême droite (Telegram, Discord, TikTok, etc.) afin de cerner les tendances et identifier les acteurs·trices clés; mettre ces renseignements en commun avec les groupes antifascistes organisés, de manière à dresser des profils et bâtir des plans d'action stratégiques pour l'utilisation (ou non) de ces données;
- **Résister aux tentations nationalistes et libérales:** le retour à l'ordre bourgeois et au statu quo colonial n'est pas une solution; en fait, le régime capitaliste/colonialiste/écocide favorise la montée en force de l'extrême droite et du fascisme lorsqu'il est en crise; il faut donc concevoir et promouvoir la lutte antifasciste comme un mouvement de fond contre l'extrême droite ET contre l'ordre capitaliste dominant qui facilite sa réémergence cyclique;
- **Renforcer l'esprit de communauté:** notamment les capacités d'autodéfense, mais pas seulement; n'oublions jamais que l'entraide et la solidarité sont et seront toujours nos armes les plus puissantes contre l'ambition des oppresseurs;
- **Se mobiliser:** multiplier les actions et les manifestations, voire les grèves et les blocages si/lorsque cela s'avère nécessaire; former des groupes antifascistes affinitaires; constituer des réseaux populaires de résistance antifasciste, sur une base locale et fédérative, en s'inspirant d'exemples historiques comme l'Anti-Racist Action, l'Action antifasciste ou d'autres modèles.
- **Ne pas perdre espoir.**

¡No pasarán!

PROTÉGER LES ENTREPRISES D'ICI? MAIS POURQUOI?

Face aux menaces de tarifs états-uniens, le nationalisme repart de plus belle. Nous sommes la cible de discours nous incitant à “encourager les entreprises d’ici” et à “acheter local”. Mais si ces discours sont aussi fortement relayé par les médias traditionnels, c’est que des intérêts économiques les sous-tendent, c’est-à-dire que les compagnies canadiennes font amplement la promotion de leurs propres intérêts par le biais de ces campagnes nationalistes. D’où vient cette logique? Que pouvons-nous faire?

Libre-échange et libre-exploitation

Le gouvernement canadien est toujours resté aligné sur les politiques américaines et anglaises, participant aux invasions impérialistes, de la guerre des Boers à la guerre en Afghanistan, au soutien inconditionnel au gouvernement génocidaire israélien. 100 ans de telles pratiques nous ont positionné·e·s dans le bloc des dominant·e·s du commerce international. Les entreprises d’ici tirent parti des salaires de misère de l’Asie, des Caraïbes, du Mexique et de l’Afrique. C’est pourquoi les gouvernements du passé ont promu le libre-échange: on permet à nos capitalistes locaux d’investir dans des pays où les salaires sont plus bas. Ceci fait en sorte qu’une infime fraction de ce que l’on consomme est fabriquée ici: le confort matériel tout relatif dans lequel vit la classe moyenne canadienne dépend de l’exploitation beaucoup plus brutale se produisant partout ailleurs dans le monde.

Rapidement, les syndicats se sont rangés du côté du gouvernement, car l’intérêt à court terme des travailleur·euse·s d’ici n’est pas d’abolir le capitalisme. En effet, si demain matin on abolissait l’exploitation, pour nous vêtir, il faudrait reconstruire l’industrie textile qui existait auparavant à Tio’tia:ke et pour manger, il faudrait augmenter notre production ali-

mentaire. C’est un excellent exemple: moins de 50% de la nourriture consommée au soi-disant Québec vient d’ici, alors que 30% des travailleur·euse·s agricoles sont migrant·e·s. En plus, nos productions ne se destinent même pas aux habitant·e·s du territoire, puisqu’il s’agit d’une industrie globalisée. Par exemple, une des exportations alimentaires principales du soi-disant Québec est le chocolat. Est-ce que vous avez déjà vu du cacao d’ici? Nos productions ne sont qu’une courtépointe de ce qui peut être produit de manière compétitive malgré les salaires comparativement élevés que nous offrent notre position dans le système de domination international... une chance qu’on a volé et inondé des terres pour avoir de l’électricité pas chère. Le meilleur exemple est l’industrie de l’aluminium sur laquelle, déjà en 1968, dans un congrès des écrivain·e·s noir·e·s à Montréal, Walter Rodney affirmait:

Je viens de Guyane. Alcan Jamaïque et Alcan Guyane sont des entreprises canado-américaines. Elles prennent notre bauxite [une roche qui contient beaucoup d’aluminium], elles la transforment et elles procurent aux gens d’Arvida et d’ailleurs au Canada un niveau de vie cinq, six, dix fois supérieur à celui des travailleurs noirs de mon pays (Austin 2012).

Comment, maintenant, faire des appels à la solidarité syndicale, sans qu’ils sonnent faux aux oreilles des personnes migrantes, racisées ou ayant des relations fortes avec le reste du monde? Comme défendre une “classe ouvrière” nationale quand nos intérêts s’opposent à ceux des travailleur·euse·s du sud global, encore plus exploité·e·s?

Redonnons sens à ce que l’on produit

Il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur: les tarifs, perturbations et confrontations viennent affaiblir ces entreprises qui exploitent ici comme ailleurs. L’année a bien commencé avec le départ d’Amazon du soi-disant Québec, et d’AirBNB à Tio’tia:ke (seulement l’hiver). Bien que ces départs peuvent être difficiles pour les gens qui y travaillaient, on se doit de chasser au moins les entreprises qui ne sont pas capables de respecter la volonté de ceux qui y travaillent de défendre leurs droits collectivement. Nos luttes contre le capital et les gouvernements qui les protègent visent à faire cesser l’exploitation, c’est-à-dire à se réapproprier ici des infrastructures communautaires, coopératives et solidaires. On peut par exemple penser aux ateliers de vélo communautaires, qui mettent à la disposition de toutes des outils de réparation et un endroit pour y déposer ou prendre des pièces usagées. Ceci évite que le transport devienne une pompe à fric, au moins pour ceux qui peuvent pédaler. Ce genre de modèle pourrait facilement s’appliquer à ce qui nous est nécessaire: des appareils ménagers aux cuisines collectives, des jardins communautaires aux centres de location d’outil pour les rénovations.

Mais ne nous leurrons pas toutefois de simplement dépasser l’efficacité du capitalisme par le travail acharné: les capitalistes ont volé tout ce dont ils se servent pour nous exploiter aujourd’hui, que ce soit les heures de travail non-rémunérées aux employé·e·s (ce qu’ils appellent “leurs” profits) aux terres volées aux Autochtones sur lesquelles elles sont établies. Reprenons notre bien en expropriant les capitalistes à notre tour. Tous les moyens sont bons: la syndicalisation, le sabotage, l’action directe, la construction d’alternatives et l’éducation populaire.

Faisons des entrepôts d’Amazon un grand squat politique pour les gens qui dorment dehors. Transformons les fonderies d’aluminium en centres communautaires ou servons-nous en pour remplacer nos écoles qui tombent en ruine. Changeons les monocultures de soya et de maïs qui nourrissent des porcs pour l’exportation en jardins maraîchers autogérés. Débarassons-nous des usines d’automobiles. La dépendance à l’économie mondiale est enfin affaiblie, flushons la racaille capitaliste avec.

Bibliographie

Austin, David. 2012. *Fear of a black nation: race, sex and security in sixties Montreal*. Toronto: Between the Lines.



PÉTROFASCISME CONTRE TRUMP: MAUVAISE IDÉE

UNE CONTRIBUTION DE RAGE CLIMATIQUE



Depuis le 4 février 2025, une gamme de marchandises franchissant la frontière canadienne reçoit une surtaxe étasunienne de 25%. En réponse à cette mesure coercitive, l'État canadien impose des tarifs similaires aux importations en provenance des voisin·e·s du Sud.

Cette guerre économique pousse les dirigeants canadiens ainsi qu'une majorité de la population à vouloir réaffirmer l'«Unité canadienne». Toute la société en appelle ainsi à une campagne de boycott des produits étasuniens: les fraises étasuniennes pourrissent sur les étagères d'épicerie; l'alcool étasunien ne trouve plus sa place à la SAQ, les punk·ette·s ne boivent plus de Jack Daniel's; les propriétaires de chars Tesla sont en crise identitaire... Bref, presque tout le monde se fend en quatre pour sauver à tout prix les industries canadiennes. À tout prix. Mais un instant... lequel exactement?

Surfant sur cette vague de patriotisme canadien, les élites politiques et les pétrolières se frottent les mains. En effet, la plus grande exportation de l'économie du soi-disant Canada, ça reste l'énergie: le gaz naturel, le pétrole et le bitume. Les menaces de Trump représentent donc une occasion rêvée pour les politiciens et les industriels fossiles: préserver l'intégrité économique du CACanada est une excuse en or pour relancer des projets d'exploitation d'hydrocarbures et de construction de pipelines vers d'autres marchés. Renouveler l'association entre énergies fossiles et identité canadienne: c'est ce qu'on appelle du pétrofascisme.

Pire encore, selon le droit colonial canadien, l'État fédéral est autorisé à centraliser les pouvoirs en contexte de crise et d'urgence nationale, comme une menace économique. Le gouvernement canadien pourrait ainsi imposer des projets pétroliers sur le territoire des commu-

nautés autochtones et des provinces sans leur accord¹.

Sous prétexte de redynamiser l'économie canadienne fragilisée par les sanctions trumpistes, on voit ainsi resurgir des projets de pipeline morts et enterrés depuis plusieurs années, comme Énergie Est au soi-disant Québec et Prince Rupert Transmission Pipeline (PRGT) en soi-disant Colombie-Britannique². Au nom d'une prétendue «Unité» canadienne, les classes politiques en viennent à blanchir et à renforcer le colonialisme canadien, au détriment des communautés autochtones qui voient leur territoire spolié et détruit pour enrichir une poignée d'investisseurs capitalistes.

Ce sont, comme d'habitude, les groupes les plus marginalisés qui écoperont du fardeau d'«effort de crise», qui paieront les coûts de cette entreprise de sauvetage d'un État colonial. Cette stratégie, qui rallie industrie pétrolière et sentiment d'appartenance à une «Nation», se fait en réaffirmant une identité nationale fondamentalement excluante: en sont exclues les personnes migrantes et non-blanches, de même que les Autochtones, qui voient leurs territoires se faire envahir.



Relancer la construction de pipelines pour faire face à l'impérialisme étasunien, c'est aussi reporter les coûts de cette situation sur les écosystèmes et le climat. On sait bien sûr que la combustion et l'extraction des hydrocarbures génèrent l'émission de grandes quantités de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique. Mais au-delà de ces dommages atmosphériques, l'industrie fossile a besoin de toute une chaîne d'opérations et d'infrastructures qui nécessitent de détruire des écosystèmes complets, de pomper des volumes astronomiques d'eau (et de les contaminer), de miner toujours plus pour construire ces monstres de métal (pipelines, terminaux, raffineries, etc.) ...Bref, c'est une industrie écocide.

Cela étant dit, annexer le soi-disant Canada aux soi-disant États-Unis entraînerait aussi des conséquences pour les communautés humaines et pour le vivant plus globalement. Cependant, cette crise est avant tout le produit de rivalités entre États et on ne sortira pas de la crise avec les outils du principal responsable, l'État. Son grand projet de société est essentiellement de financer des compagnies capitalistes pour piller le territoire, puis laisser les communautés marginalisées et les générations futures se démerder avec les dégâts. Le nationalisme et le pétrofascisme canadiens ne sont en rien des solutions.

Actuellement, la réponse canadienne à cette menace est de renforcer l'État, et non de repenser et de déconstruire cette structure fondamentalement coloniale, oppressive et destructrice de la nature. Mais on pourrait faire autrement. Au lieu de relancer la construction de pipelines pour sécuriser le système capitaliste-colonial, commençons par s'attaquer à l'État colonial, ici comme ailleurs, et à imaginer et expérimenter des modes de vie et d'organisation communautaires alternatifs.

Notes

1. <https://en-retrait.com/le-reveil-du-nationalisme-canadien-2/>
2. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/845014/idees-canada-pas-besoin-autre-pipeline>

LES CLÔTURES ET LES FRONTIÈRES NE PEUVENT ARRÊTER LE FLOT DES RIVIÈRES

UNE CONTRIBUTION DU PROJET D'ACCOMPAGNEMENT SOLIDARITÉ COLOMBIE (PASC)

L'arrivée de Trump au pouvoir a libéré une vague de politiques d'extrême droite, au sein de laquelle le discours anti-immigration est central. Depuis son investiture en janvier 2025, les attaques envers les personnes migrantes se multiplient, combinant des actions concrètes sur le terrain et un discours populiste et incendiaire dans l'espace public. Tout indique que l'administration Trump utilise les migrant·e·s pour faire une démonstration de force de son autorité retrouvée.

Si le portrait de la situation avant l'élection de Trump était déjà sombre, depuis, les mesures fascistes se sont multipliées: déclaration de l'état d'urgence nationale et militarisation accrue de la frontière avec le Mexique, réactivation du programme «Remain in Mexico», qui expose les demandeur·se·s d'asile à des conditions précaires et dangereuses; signature d'un décret visant à mettre fin au droit du sol pour les enfants nés aux États-Unis de parents en situation irrégulière, décret ciblant particulièrement les familles originaires de l'Amérique latine.



La rhétorique et les pratiques fascistes en immigration

Au cours des deux premières semaines de février 2025, les services frontaliers américains ont détenu 4200 personnes immigrantes, parmi lesquelles 1800 (41%) n'avaient aucun antécédent judiciaire. Ce chiffre révèle une tradition états-unienne de criminalisation qui cible spécifiquement l'immigration en provenance de pays anciennement colonisés. Cette pratique perpétue un système carcéral qui, depuis l'abolition de l'esclavage, a systématiquement ciblé les populations racisées à travers des politiques discriminatoires et ouvertement violentes.

La violence de la situation actuelle se reflète également dans l'objectif annoncé par Trump de déporter «des millions» de personnes, ce qui donne la mesure de sa rhétorique anti-immigration. Par son ampleur, cette menace révèle la brutalité de sa vision en matière de politique migratoire.

En insistant publiquement sur l'idée que la déportation massive d'êtres humains constitue une pratique légitime, l'administration Trump veut rendre socialement acceptable ce qui est en fait un crime: abandonner à leur

sort, sans protection, des personnes migrantes dont la vie est menacée, et les exposer à une nouvelle violence institutionnelle. À cela s'ajoute le fait que les personnes déportées sont traitées comme criminelles, menottées aux pieds et aux mains dans des conditions de détentions atroces. À la télévision, elles sont présentées la tête rasée, en blouses blanches, entassées dans des centres de détention sans qu'on sache qui a été expulsé ni où. Ces images rappellent les pratiques des camps nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, où l'effacement de l'identité servait à humilier, contrôler et faire disparaître.

Les boucs émissaires du capitalisme

Les politiques xénophobes, racistes et mensongères se justifient en pointant du doigt les personnes immigrantes comme responsables des problèmes sociaux. Ces populations, déjà vulnérabilisées, sont désignées comme boucs émissaires pour justifier une réponse simpliste aux problèmes économiques et sociaux, et pour détourner l'attention de la responsabilité des élites milliardaires qui détiennent le pouvoir.

L'illégalisation des migrant·e·s, combinée à leur incarcération, alimente un cycle de précarisation qui rend leur exploitation économique non seulement possible, mais rentable. Aux États-Unis comme au Canada, des milliers de personnes sans statut vivent sous la menace constante de la déportation, ce qui les pousse à accepter des conditions de travail abusives et des salaires largement inférieurs aux normes légales. Cette vulnérabilité organisée n'est pas un effet secondaire des politiques migratoires

xénophobes: elle est au cœur du système, une condition structurelle des profits capitalistes. Elle constitue la contribution directe des gouvernements au service du grand capital et au maintien d'une main-d'œuvre corvéable à merci.

Se déplacer et résister

Entre 2021 et 2022, environ 750 personnes ont perdu la vie à la frontière américano-mexicaine. La situation est également tragique dans la jungle du Darién entre la Colombie et le Panama, où des familles entières sont décédées de faim et de déshydratation. Un cas particulièrement poignant s'est produit en décembre 2023, lorsque le corps d'Ana Karen Vasquez-Flores, une Colombienne enceinte de cinq mois, a été découvert à la frontière canado-américaine. Ces décès auraient pu être évités, ce qui souligne l'urgente nécessité de développer des réseaux de solidarité plus solides.

Présentement, on voit émerger diverses initiatives de solidarité à travers les États-Unis et le Canada. Par exemple, des guides et des tactiques pour ralentir, désorganiser ou empêcher le travail des agents de l'immigration (ICE) circulent sur les médias sociaux, permettant aux communautés de s'organiser rapidement lors de descentes ou d'arrestations. Ces gestes de résistance quotidienne rappellent que, même face à un appareil répressif puissant, la solidarité reste une alternative. Si Trump a le pouvoir d'imposer des politiques aussi racistes et violentes, nous avons collectivement la responsabilité de tisser des réseaux de soutien encore plus robustes.



«ISRAËL», UNE ENTITÉ FASCISTE PAR EXCELLENCE

UNE CONTRIBUTION DE DÉSINVESTIR POUR LA PALESTINE



Tenter de définir le fascisme peut facilement devenir un exercice masturbatoire qui tourne en rond. On peut néanmoins s'accorder sur certaines caractéristiques communes des régimes fascistes: autoritarisme, centralisation à l'extrême du pouvoir, priorisation des intérêts économiques d'une élite restreinte, nationalisme identitaire, légitimation de la violence d'État, obsession de la pureté raciale et hiérarchisation de la valeur des vies. À partir de cette grille, on peut facilement voir Israël comme un projet fasciste par excellence.

L'occupation coloniale ultra-violente de la Palestine prend des formes de destructions extrêmes depuis l'accélération du génocide à Gaza il y a 18 mois. Ici, fascisme et capitalisme ultralibéral convergent autour de la déshumanisation. L'anéantissement du peuple palestinien est soutenu et rationalisé par des stratégies qui vont des comparaisons continues des Gazaoui-e-s et Palestinien-ne-s avec des animaux, au scandement des sionistes que «personne n'est innocent à Gaza», jusqu'au traitement des enfants assassinés de «futurs terroristes». L'Entité sioniste (Israël) ne se contente donc pas d'une économie d'exploitation classique, mais aspire plutôt à une économie de dépossession visant l'accaparement des terres, des ressources et des infrastructures de la Palestine, toutefois sans le peuple palestinien. Ce système d'exploitation devient macabrement évident à Gaza alors que le pillage des possessions des gazaoui-e-s mené par la milice sioniste a enrichi Israël de plus de 25 M\$ US et ce, dans les trois premiers mois suivant le 7 octobre 2023 seulement.

Israël n'est toutefois pas un État fasciste isolé. Il tire sa puissance d'une alliance profonde avec le capitalisme occidental, particulièrement avec les États-Unis qui aspirent à faire

de la Palestine occupée une base militaire permanente pour asseoir leur hégémonie afin d'assurer l'exploitation et la domination sur le monde Arabe et ses ressources. Le projet impérialiste et colonial en Palestine est dès lors une menace éternelle pour la sécurité et contre tout projet d'union possible entre les pays arabes, dont plusieurs ont déjà été attaqués ou envahis par l'Entité sioniste, appuyée directement par les États-Unis. Ceux-ci octroient par ailleurs à leur allié un financement et des armes de manière illimitée et lui offrent, tout comme d'autres pays occidentaux, un soutien diplomatique inconditionnel. D'un autre côté, les lobbys sionistes en Occident, notamment au soi-disant Canada, veillent à ce que les intérêts israéliens soient protégés peu importe le gouvernement en place.

La guerre génocidaire à Gaza n'est pas seulement stratégique politiquement et militairement, elle est aussi rentable pour les puissances coloniales occidentales et sionistes dont les économies sont fortement nourries par les industries militaires et de la sécurité. L'occupation de la Palestine ne se limite donc pas à un conflit territorial, mais elle s'inscrit dans le capitalisme mondial et un modèle impérialiste large dominé par l'obsession des «marchés libres», la présence de conventions internationales biaisées, les ventes d'armes et les flux de capitaux autour des élites occidentales. La violence est ici à la fois un outil de domination géopolitique et une source de profit, utilisée pour assujettir l'autre et pour le discréditer lorsqu'il «ose» se protéger.

Comme tout projet fasciste, Israël s'appuie aussi sur une «légalisation» de la violence en codifiant ses pratiques de domination raciale dans un cadre juridique et institutionnel assumé. Ce cadre est ensuite doublé d'outils de surveillance de masse et de contrôle militaire, afin de qualifier la moindre tentative des Palestinien-ne-s. de résister cet effacement colonial comme d'un acte illégal et terroriste justifiant le recours à la violence d'État. Cette légitimation de la violence est ici un autre point de liaison entre fascisme et capitalisme où tous deux cherchent à monopoliser la violence en la rendant acceptable lorsqu'elle émane du pouvoir et illégitime lorsqu'elle provient de la base.

En bref, Israël incarne à la perfection le fascisme moderne, caché derrière les structures de la démocratie néolibérale occidentale et soutenu par les marchés mondiaux. Il n'est que la continuité maquillée de son implantation historique par des groupes fascistes paramilitaires sous le «mandat» britannique.

Lutter contre le projet sioniste n'est pas seulement une question de défendre le droit inaliénable à la souveraineté de la Palestine. C'est aussi refuser un modèle global de fascisation du monde en refusant la normalisation de l'apartheid, la marchandisation de la guerre et la banalisation de la haine raciale.



CAPITALISME, FASCISME: MÊME RACINE, MÊME COMBAT

Ce 1^{er} mai, nous descendrons dans la rue pour rappeler que le capitalisme et le fascisme ont une seule et même racine: l'exploitation des travailleur·euses, le cishétéropatriarcat, la suprématie blanche et toutes les autres formes d'oppression qui nourrissent ce système dégueulasse!

Capitalisme, fascisme: même racine, même combat!

Le capitalisme repose sur des idéologies de domination: le vol des terres autochtones, le racisme, l'imposition de la famille patriarcale et la division sociale pour asseoir son pouvoir. Mais lorsque cette violence devient trop évidente, le fascisme prend le relais. Le populisme fascisant est l'arme principale des propagandistes, divisant pour détruire notre solidarité et protéger ceux qui ont déjà tout. Il détourne la colère populaire vers des boucs émissaires: les migrant·e·s qui «volent» nos emplois et nos logements, les personnes trans qui «endoctrinent» nos enfants, et puis, bien sûr, les personnes en situation d'itinérance qui créent de «l'insécurité» en dormant dans le métro. Ces discours ne sont pas que des distractions, ce sont des violences concrètes puisqu'ils nourrissent les agressions physiques, les attaques verbales et les discriminations systémiques. Tout cela n'a qu'un seul but, de détourner notre rage de ceux qui nous exploitent: eux, les fascistes capitalistes et l'État qui les protège.

Aujourd'hui, les forces fascistes, qu'elles soient incarnées aux États-Unis par Trump, en Russie, à Israël ou en Italie, sont poussées au pouvoir, soutenues par des technofascistes comme Musk et les GAFAM.

Ici, au soi-disant Canada, avec les élections fédérales qui approchent, les discours réactionnaires et violents se multiplient. Entre le racisme du PQ et les éloges aux bombardements israéliens de Pollievre ne nous y trompons pas: peu importe qui sera élu·e, ce sera toujours les plus vulnérables qui s'en prendront plein la gueule. C'est toujours la même marde, juste différents trous de cul qui l'imposent:

- Le 5,9% d'augmentation de loyer
- La loi 89 pour empêcher les travailleur·euse·s de revendiquer leurs droits
- L'obligation de circuler dans les métros pour un nettoyage social
- Financer le génocide palestinien avec nos fonds de retraite
- Le système de santé vendu au plus offrant avec Santé Qc

Où est-ce qu'on commence? Qu'est-ce qu'on fait? On continue de subir, ou on se tourne vers nos camarades pour attaquer les vrais responsables? On se laisse diviser par leurs conneries ou on se lève contre le système tout entier? Il est plus que temps de s'organiser et de résister face à ces pourritures fascistes et capitalistes. Le 1^{er} mai 2025, faisons entendre notre rage!

Le fascisme et le capitalisme, même combat, même ennemi.



1^{ER} MAI

ANTICAPITALISTE

**CAPITALISME, FASCISME,
MÊME RACINE,
MÊME COMBAT**



<https://clac-montreal.net/1mai25>

**19h15 • Parc Raymond-
Préfontaine**  **Préfontaine**